

FRANCE

Laurent Wauquiez « Identitaire est devenu la pire insulte »

« Avec Macron,
la nation est invitée
à s'effacer,
la culpabilité
est (...) obligatoire. »



Rupture. Eloge des racines, laïcité offensive, Europe rétrécie... Le candidat à la tête des Républicains détaille sa « vraie droite ».

PROPOS RECUEILLIS PAR TUGDUAL DENIS ET LAURELINE DUPONT

Le Point: Les intellectuels de droite n'ont jamais été aussi productifs et audibles. Pourquoi la droite n'exploite-t-elle pas davantage leurs pensées, leurs travaux ?

Laurent Wauquiez: C'est effectivement fascinant: d'un côté, il y a une extraordinaire fertilité du débat avec des figures comme François-Xavier Bellamy, Alain Finkielkraut, Mathieu Bock-Côté ou même Michel Houellebecq, qui secoue notre soumission. Personnellement, ce sont des gens que je lis, que je rencontre, avec lesquels je dialogue. Tous ont comme point commun d'être des aiguillons du réveil de la pensée française. D'un autre côté, de façon très étrange, la droite n'a cessé de baisser pavillon, d'acter la défaite de sa pensée politique. Ma conviction est que les valeurs de la droite sont centrales pour faire face aux questions posées par le communautarisme, l'intégrisme, le besoin de permanence, la réinvention du travail. Parmi les devoirs que je me fixe si je suis élu président de LR, il y a celui de renouer le dialogue entre ces intellectuels et les responsables politiques.

Concrètement, comment ferez-vous ? Je veux mailler notre chemin de reconstruction de moments de réflexion durant lesquels on propose à ces penseurs de venir débattre. Je veux que Les Républicains soient à nouveau un lieu où l'on pense. Avant, on avait de grandes figures comme André Malraux, Georges Pompidou, Philippe Séguin, qui aimaient être au contact de ceux qui pensaient la France et l'Europe. J'espère que quelqu'un comme Luc Ferry se rapprochera à nouveau de nous. Il est en pointe sur une question dont on sous-estime l'ampleur: celle de la révolution de la connaissance, le big data, l'intelligence artificielle. Ils'agit d'une ■■■

Les champs du partisan.

Laurent Wauquiez à Araules (Haute-Loire), le 14 octobre.

FRANCE

■■■ révolution industrielle de la même dimension que celle que nous avons connue à la fin du XIX^e. Les politiques ne s'y préparent pas. Leur horizon demeure le prurit du buzz médiatique.

Mais les intellectuels ont-ils envie de travailler avec vous ?

Mon sujet n'est pas de les récupérer. Je ne leur demande pas de prendre leur carte. Je veux juste qu'ils réalisent que le prolongement de leur réflexion passe aussi par la politique. L'intellectualisme en chambre, par essence, est condamné à rester en chambre. Pour ma part, je suis convaincu que le réveil de la droite passe par le réveil des idées.

Vous qui avez suivi les deux cursus, les politiques sont-ils trop Ena et pas assez Normale sup' ?

Normale sup', qui a été l'école de Pompidou, m'a appris à refuser de penser dans les codes et dans les moules. C'est une éducation au questionnement, à la remise en cause. A l'Ena, on vous donne une ligne de pensée dominante : réformer mais pas trop, fabriquer du politiquement correct, faire primer la technocratie sur la vision politique et laisser à l'administration la mainmise sur la tenue du pays. La droite, qui croit au mérite et à l'effort, doit se battre pour l'oxygénation et la non-reproduction des élites françaises. Souvenons-nous de René Monory. Il était garagiste dans la Vienne et a été président du Sénat. Je ne cherche pas à recruter des généraux de l'armée russe bardés de galons. Désormais, les politiques ne sont pas « désidéologisés », c'est pire que ça : ils ont choisi de perdre la bataille des idées. Notre position face à Emmanuel Macron ne peut pas se réduire à quelques arguties sur des articles du Code du travail ou à quelques divergences sur le budget.

De quoi votre « vraie droite » est-elle le nom ?

Longtemps, le meilleur compliment pour un responsable de droite a été des'entendre dire : « Vous n'êtes pas si à droite que ça. » Dès que la droite relève la tête, on dit qu'elle se « droitise ». On a érigé toute une série de sujets en tabous dont on

Bio. Laurent Wauquiez, qui a grandi au Chambon-sur-Lignon (Haute-Loire), vit au Puy-en-Velay (au marché, en haut). « Les Républicains doivent être le parti de l'enracinement », clame celui qui préside aujourd'hui la région Auvergne-Rhône-Alpes.



ne peut même plus débattre : la nation, la transmission, la régulation de l'immigration, le refus de l'islamisme... Interdits ! De quoi a-t-on encore le droit de débattre en France ? De la bonne gestion des comptes publics ? De savoir si, selon Maastricht, il faut être à 2,9 ou 3,1 % de déficit ? Aux yeux de la gauche, nous ne nous renierons jamais assez. Or ce n'est pas à elle de définir les critères de respectabilité du débat, de juger les thèmes toxiques ou non. Voyez le mot « dérapage » : il est utilisé comme si des agents de la circulation délivraient des contraventions de bien-pensance. Ils sont les censeurs d'une bande étroite du politiquement correct dont on ne sortirait qu'au risque de l'ostracisme.

Vous situez la démission de la droite dans les années 1990.

C'est donc une forme d'inventaire du chiraquisme ?

En 1981, avec le RPR, Jacques Chirac rebâtit un parti populaire. Entre

1986 et 1988, il mène une vraie politique de droite. Au tout début des années 1990, son programme offre une limpidité totale. En revanche, à la fin du premier septennat de Chirac, nous sommes devenus une droite « technoïsée », qui en dit le moins possible, qui en fait encore moins et qui croit que sa victoire se construit sur le jeu des alternances automatiques. La politique devient celle de techniciens aux petits pieds. On avait perdu le souffle. C'est ce que Nicolas Sarkozy a voulu secouer. Je prône la politique des grandes chevauchées, celle des caractères affirmés et du verbe haut, celle des charges qui se mènent sabre au clair. Pas celle des âmes mortes et soumises.

Sur quel axe Emmanuel Macron rompt-il le plus avec votre vision de l'identité française ?

Il est incapable de parler de la nation française, il parle de la start-up nation. De fait, il laisse un vide immense que la droite doit occuper.

Il y a actuellement une question fondamentale sur l'identité : laissons-nous notre pays changer de nature ? Par nos lâchetés se multiplient ces territoires perdus de la République qui n'appartiennent plus à la communauté nationale. Ce sont des parties du pays qui n'adhèrent plus aux mœurs de la France, des quartiers où le moteur est d'abord la haine anti-Français. Cela vient de quelque chose de plus profond qui se niche au cœur de notre enseignement dans lequel on a accepté de déstructurer la transmission de ce qu'était notre pays, son histoire, sa littérature. C'est toute la culture de la repentance selon laquelle le monde occidental doit faire pénitence. Avec Emmanuel Macron, la nation est invitée à s'effacer, la culpabilité est devenue obligatoire...

Quand Chirac prononce son discours au Vél d'Hiv en 1995, vous pensez qu'il est trop dans la culpabilisation ?

La reconnaissance de cette responsabilité était fondamentale. Ce que je refuse, en revanche, c'est la bascule dans une culture mortifère de la repentance – dans laquelle toute la droite s'est précipitée – où on ne cesse de parler des pages d'ombre de notre histoire au lieu de transmettre une fierté. En Algérie, Macron dit que la colonisation est un crime contre l'humanité... On veut déconstruire la culture française pour l'accommoder à la diversité. Avant, il y avait en France un devoir d'intégration. A présent, on croit qu'il faut renoncer à ce que nous sommes pour accueillir ceux qui viennent d'ailleurs. On a érigé la diversité comme un veau d'or. « Identitaire » est devenu la pire insulte. Mais de Gaulle était identitaire ! Il parlait de l'identité de la France. C'est un sujet majeur : on ne donne plus à aimer notre pays. Comment veut-on alors que les



étrangers l'aiment ? Qui peut défier ce choix du multiculturalisme, si ce n'est la droite ? C'est la vocation de la droite d'apprendre à dire « nous » avec la nation française.

Comment résoudre la question de l'immigration ?

Notre problématique est de faire face à une immigration massive qu'on n'arrive plus à intégrer. Pour des raisons économiques. Et parce que notre capacité d'intégration est en crise. Nous ne sommes plus capables d'émouvoir et de transcender, alors l'islamisme intégriste s'en charge. Il faut une régulation extrêmement stricte. La France a le droit de choisir qui elle veut intégrer, de quels pays, et dans quels domaines. Mais ne soyons pas caricaturaux : un Marocain qui parle notre langue aura plus de facilité à s'intégrer qu'un non-francophone.

Mais que faites-vous des immigrés déjà présents sur le sol français, mais mal ou pas intégrés ?

Un titre de séjour n'est pas acquis une fois pour toutes. Vivre dans un pays, ce n'est pas juste un tampon

Apéro. Au Puy-en-Velay, le 14 octobre, avec son épouse, Charlotte, rencontrée au lycée. Ils ont deux enfants.

administratif, il faut adhérer progressivement aux valeurs du pays dans lequel on vit. Cela suppose des conditions exigeantes aussi bien pour l'obtention que pour le renouvellement du titre de séjour.

Dans l'intégration, quel est le poids des déterminismes religieux ?

Est-ce qu'ils jouent un rôle ? Bien sûr. Est-ce qu'ils rendent les choses incompatibles ? Non, à condition qu'on soit clair. Je souris quand on a l'impression que, pour certains, l'ennemi majeur de la laïcité, ce seraient les crèches à Noël. Il nous faut une laïcité offensive, capable de dire que nous avons des racines. L'intégration de l'autre ne peut pas se conjuguer avec la négation de notre passé : notre pays a été construit par sa tradition juéo-chrétienne et par l'héritage des Lumières. Et nul ne peut venir ici avec la volonté de remettre cela en question.

Souhaitez-vous une forme de laïcité spécifique, d'exception, concernant l'islam ?

J'ai étudié l'arabe. J'ai vécu en Egypte, à une époque où mes amies n'avaient pas à porter le voile, et j'ai vu depuis ce pays basculer dans l'intégrisme. Je sais trop à quel point toute l'histoire de l'islam est traversée par un conflit profond entre les modérés et les intégristes ■■■

« Nous ne sommes plus capables d'émouvoir et de transcender, alors l'islamisme intégriste s'en charge. »

FRANCE

■■■ parfois habités par une haine totale de l'Occident et de ce que nous sommes. La République n'a pas le droit de rester passive et doit soutenir ces musulmans modérés. Il faut intervenir dans la formation des imams, lutter contre le financement extérieur des mosquées et contrôler les prêches.

Au-delà de la question religieuse, vous faites le lien entre le terrorisme et le communautarisme. Pourquoi ?

Il y a un lien entre le terrorisme et le délitement de l'Etat régalien. Après l'attentat de Marseille, la question que l'on s'est posée a été : « Pourquoi ne l'avait-on pas gardé en prison ? » Or la question aurait dû être : « Pourquoi l'a-t-on gardé en France ? » On s'est habitué à ce qu'un clandestin ne soit pas reconduit dans son pays, à ce que quelqu'un qui vole et usurpe des identités ne soit jamais sanctionné. Mesure-t-on à quel point s'est effritée l'autorité ? Bafouer le droit est devenu la règle. Sur les prisons, les centres de rétention, l'appareil de justice, Emmanuel Macron reste parfaitement silencieux. Car il ne s'est pas émancipé de la pensée de gauche, une pensée de la capitulation face au communautarisme, du refus de faire face à la réalité.

Parmi les sujets que la droite doit, selon vous, investir, il y a l'écologie. Comment droitiser ce champ préempté par la gauche ?

Les Républicains doivent être le parti de l'enracinement. En France, la question de l'écologie et du développement durable est abordée par la punition, l'interdiction et la norme administrative. Tout ce que je déteste. Par exemple, s'agissant des voitures, tout ne peut pas passer par l'interdiction : il faut promouvoir les voitures propres à hydrogène, comme je le fais dans ma région, faire émerger des Tesla françaises... L'écologie de droite,



Bûcheur. Laurent Wauquiez sur le site de l'entreprise forestière de Vincent Delorme, à Araules, le 14 octobre.

c'est à la fois l'innovation et le sens de la permanence, la permanence de nos paysages, de notre patrimoine, de nos terroirs, de nos appellations d'origine contrôlées. Il faut défendre nos agriculteurs, car on ne construira pas le développement durable sur la ruine de notre agriculture. L'écologie, c'est à la fois le salers du Cantal et les centres de recherche sur les nouvelles énergies à Grenoble.

Votre volonté d'une « droite enracinée » et votre discours sur l'Europe sont-ils conciliables ?

Je suis profondément convaincu que seule l'Europe peut nous protéger des excès de la mondialisation. Mais je crois aussi que l'Europe d'aujourd'hui ne marche plus et qu'il faut totalement la réinventer. D'abord, en rompant avec cette Europe administrative, sans âme. Sur les billets en euros, on a dessiné des ponts qui n'existent pas pour ne froisser personne au lieu de mettre les grandes figures de l'histoire européenne. L'Europe, c'est d'abord une civilisation commune. C'est ce qui fait que, quand vous êtes à Paris, Berlin ou Vienne, en dépit des histoires différentes, des architectures différentes, vous sentez instinctivement que vous êtes dans la même civilisation.

Quels sont les fondements de cette civilisation ?

La violence partagée des guerres et des épreuves, les superbes moments de christianisation par les moines qui venaient d'Irlande, le mouvement de la Renaissance avec l'autonomie de la pensée, le moment commun du questionnement des Lumières, les révolutions, l'affirmation des Etats-nations. La beauté de l'Europe, à l'arrivée, c'est cette croyance profonde, dans un monde contemporain marqué par les excès, la violence, l'hubris, qu'on peut porter un message d'équilibre et d'humanisme.

Etes-vous favorable à la constitution d'un budget de la zone euro comme le propose Macron ? D'une armée européenne ?

Si ce budget européen sert à investir dans de grands projets industriels ou technologiques, ou dans de grandes infrastructures transeuropéennes, si c'est pour refaire ensemble des Airbus et des Ariane, c'est très bien. Mais si c'est pour payer le fonctionnement d'une administration européenne encore plus grosse avec de nouveaux impôts, non merci. La priorité me paraît être la convergence fiscale d'un noyau dur de pays volontaires. Le discours sur l'armée européenne, les militaires l'ont déjà entendu des dizaines de fois depuis vingt ans. La plupart des propositions « révolutionnaires » de Macron ont déjà été testées et se sont toutes soldées par des échecs patents. Soyons pour une fois pragmatiques, il faut mettre en place des coopérations entre les trois grandes armées européennes que sont la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Une armée européenne commune, ça n'est ni réaliste ni souhaitable. La France doit avoir les moyens de sa politique de défense. Je ne suis pas d'accord avec la « souveraineté européenne » défendue par Macron qui remplacerait la souveraineté des Etats-nations. L'Europe doit être un territoire de travail, d'investissements, de recherche. Or trop de pays autour de la table ne partagent pas notre ambition. Nous ne pouvons avancer à 27. Il faut un noyau dur qui prenne de nouvelles initiatives ■

« La priorité me paraît être la convergence fiscale d'un noyau dur de pays européens volontaires. »